

inforesources

Trends 2005

La dégradation des ressources naturelles – Implications pour le développement

Une évaluation par des experts

Experts :

*Joachim von Braun, IFPRI
Carol J. Pierce Colfer, CIFOR
Hans Hurni, CDE
Bill Jackson, UICN*

*John Nash, Banque mondiale
Jeffrey Sayer, WWF
Othmar Schwank, Infrac
Tushaar Shah, IWMI*

trends



<i>Introduction</i>	3
Pourquoi une évaluation qualitative ?	3
La démarche	3
<i>Imagineland</i>	3
<i>Tendances jusqu'en 2025</i>	4
La dégradation des ressources naturelles va se poursuivre	4
La pauvreté restera répandue	4
Différences régionales à l'intérieur du pays	5
Changements majeurs	5
<i>Pistes pour le développement</i>	8
Le potentiel	8
Le niveau national :	
renforcer l'obligation de rendre compte du gouvernement	8
Le niveau local :	
le soutien apporté au développement institutionnel est efficace	9
Le niveau international :	
améliorer les compétences des délégations	10
Financement	11
<i>Commentaires de conclusion</i>	12
<i>Annexes</i>	13
Annexe I : liste des experts	13
Annexe II : ouvrages recommandés	14
Annexe III : données statistiques clés d' <i>Imagineland</i>	15



La croissance démographique augmente la pression sur les ressources naturelles. Scène de la rue à Phnom Penh, Cambodge (Photo : FAO/19699/G.Bizzari)

InfoResources Trends compile des évaluations personnelles de changements prévisibles exprimées par des experts des milieux politiques et scientifiques, d'agences de coopération et d'ONG du monde entier afin de les rendre accessibles plus largement au public de professionnel(le)s intéressé(e)s. *InfoResources Trends* est publié en français, anglais et espagnol ; la publication est gratuite et peut être commandée en format PDF ou sous forme de brochure à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest / Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction de *InfoResources Trends* :
 Susanne Wymann von Dach,
 Jean-Laurent Pfund, Joseph Schmidlin,
 Rosmarie Sommer, Felix Hintermann,
 Ruth Wenger

Contact:
 InfoResources
 Länggasse 85
 3052 Zollikofen
 Tél.: +41 31 910 21 91
 Fax +41 31 910 21 54
 info@inforesources.ch
 www.inforesources.ch

© InfoResources
 Berne, Suisse, Octobre, 2005

Introduction

Pourquoi une évaluation qualitative ?

Plusieurs études approfondies, comme l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, ont mis en évidence sans équivoque et de manière alarmante les changements des écosystèmes et leurs impacts à long terme, le plus souvent néfastes, sur la société et l'économie. Pourtant, ces évaluations pessimistes n'ont pas réussi à engendrer des politiques ou des instruments économiques et institutionnels susceptibles de promouvoir la gestion efficiente et durable des ressources naturelles. La coopération internationale doit se positionner dans ce contexte tendu et identifier ses futures priorités politiques en matière de développement.

Dans un sondage par courrier électronique, huit experts internationaux (voir la liste à la fin du texte) ont exprimé leur avis sur

- l'évolution future prévisible des ressources naturelles et de la pauvreté dans un pays en développement au cours des 20 prochaines années et
- les mesures prometteuses, dans le cadre de la coopération internationale, pour promouvoir le développement durable aux niveaux local, national et international.

La vue d'ensemble qui en résulte permet de mieux comprendre les défis à venir et les besoins d'action stratégique, contribuant ainsi au positionnement de la coopération internationale.

La démarche

Le point de départ de la présente évaluation est un pays fictif appelé *Imagineland*, censé représenter le groupe des pays les moins avancés (PMA). Ce cadre de référence permet de décrire des tendances générales du développement et d'éviter que la discussion ne se focalise trop précisément sur des spécificités régionales et contextuelles. Nous sommes conscients qu'une telle démarche peut nous faire négliger des facteurs souvent déterminants pour le développement de pays considérés individuellement.

Imagineland

Imagineland est un pays en développement. Des conflits sociaux y éclatent sporadiquement, le plus souvent entre des migrants et des paysans autochtones, ainsi que dans les villes. Le produit national brut (PNB) provient majoritairement de l'exportation de minerais, de l'industrie textile et des exportations agricoles. Sur le plan politique, le système démocratique d'*Imagineland* est faible. Des processus de décentralisation y ont débuté il y a quelques années seulement et la corruption demeure importante.

Les régions rurales d'*Imagineland* sont caractérisées par une forte croissance démographique. Environ 28% de la population des campagnes vit avec moins de 1 USD par jour. L'agriculture de subsistance traditionnelle y prévaut, mais est de plus en plus concurrencée par la culture de rente et la production industrielle de produits de base. La région est riche en terme de biodiversité. Une surface considérable de zones boisées a été convertie à des fins agricoles. La culture itinérante traditionnelle y est pratiquée à faible échelle. Les conflits autour de l'eau se multiplient.

Représentativité des scénarios

« Les variables socio-économiques d'un pays sur une durée de vingt ans sont complexes et difficiles à estimer. Les scénarios présentés plus haut sont tous plausibles et reflètent un grand nombre des problèmes réels des pays en développement ... »

Bill Jackson, UICN

« Les scénarios me semblent assez représentatifs, surtout pour l'Afrique sub-saharienne. Un peu moins pour l'Asie du sud où la pression démographique sur les terres est plus forte, le revenu par habitant plus bas et les inégalités de salaire plus faibles également. Je pense que l'Asie du sud est en outre confrontée à des problèmes environnementaux plus graves, surtout en termes de fragilisation des forêts, du sol et des ressources aquatiques ».

Tushaar Shah, IWMI

Voir données statistiques sur *Imagineland* (annexe III)

« Récemment, des chercheurs ont testé la véracité de la courbe environnementale de Kuznet. L'hypothèse de Kuznet est la suivante : aux premiers stades de la croissance économique, les ressources naturelles et l'environnement sont mis à forte contribution du fait que la majeure partie de la population tire sa subsistance d'un usage intensif de la nature. Par la suite, une fois que l'économie s'est bien développée, la population commence à se mobiliser en faveur de la protection de l'environnement et des ressources naturelles... Si l'on en croit cette hypothèse, la plupart des régions en développement devront faire face à une très forte pression sur leur ressources naturelles dans les prochaines décennies. »

Tushaar Shah, IWMI

« Je suis plutôt pessimiste. A mon avis, les «systèmes» de pays comme Imagineland deviennent de plus en plus fragiles et menacés de déstabilisation par des événements extérieurs, comme le SARS par exemple. Des conflits majeurs, le fondamentalisme, des crises autour des ressources naturelles, etc., me semblent inévitables. »

Jeffrey Sayer, WWF

Suite à l'équipement en électricité de plusieurs centres urbains ruraux, quelques agro-industries y ont implanté des unités de transformation. La migration rurale-urbaine augmente, surtout parmi les jeunes hommes.

Tendances jusqu'en 2025

En admettant que les conditions générales prévalant dans *Imagineland* ne changent pas radicalement au cours des vingt prochaines années, la forte croissance démographique et la dépendance de la population à l'égard de l'agriculture (60% des hab. en vivent) seront les principaux facteurs d'influence sur le développement du pays en ce qui concerne les ressources naturelles et la pauvreté.

Sur cette toile de fond, l'allure et la nature du développement rural et urbain joueront un rôle critique. Une croissance industrielle rapide renforcera la pression sur l'environnement, plus spécialement dans les zones urbaines et périurbaines, alors que la pression de l'agriculture sur les ressources naturelles continuera d'augmenter jusqu'à ce que le pays réussisse à créer des possibilités suffisantes de revenus en dehors de l'agriculture.

La dégradation des ressources naturelles va se poursuivre

En moyenne 23% des sols d'*Imagineland* sont dégradés au point que leur productivité s'en trouve affectée. Le couvert forestier du pays diminue de 1% chaque année. Il y a pénurie d'eau pendant les saisons sèches et une centaine d'espèces végétales supérieures est menacée.

- La pression sur les ressources naturelles augmentera avec l'extension et l'intensification de l'agriculture, notamment en raison de la commercialisation et de l'accroissement du commerce globalisé.
- Les avis des experts divergent sur l'impact du changement climatique. Ils prédisent une plus grande fréquence d'événements extrêmes, l'intrusion croissante de plantes invasives et une diminution de la fertilité du sol. Tous les experts estiment que l'adaptation des populations locales et de leurs systèmes agraires aux changements de climat requiert des compétences et des mécanismes similaires à ceux permettant l'adaptation à d'autres processus de dégradation.
- Une amélioration des structures institutionnelles, à commencer par la garantie de droits de foncières pour les femmes et pour les hommes ou pour les associations locales d'utilisateurs de l'eau et des forêts pourraient contribuer à une gestion durable des ressources.

La pauvreté restera répandue

28% de la population d'*Imagineland*, 35% dans les régions rurales, vit avec moins de 1 USD par jour ; 8% de la population rurale ne possède pas de terre.

- La commercialisation de l'agriculture et le développement de l'industrie et des services peuvent contribuer à réduire la pauvreté, à condition que les conditions générales soient favorables.

- La propagation de maladies comme le sida et la malaria, combinée au mauvais état du système de santé et des infrastructures sanitaires ont un impact négatif sur la pauvreté.
- La corruption persistante mine les efforts positifs.
- Des facteurs externes sur lesquels le pays lui-même n'a guère d'influence, p. ex. les stratégies économiques des pays industrialisés, les prix du pétrole, le changement climatique et les catastrophes naturelles, ont pour effet d'aggraver la pauvreté.

Peu d'attention a été accordée à la dépendance d'*Imagineland* vis-à-vis des fluctuations de prix dans les échanges commerciaux agricoles et son influence sur la pauvreté.

Différences régionales à l'intérieur du pays

Les processus conduisant à la surexploitation des ressources naturelles diffèrent d'une région du pays à l'autre. La politique en matière de ressources doit tenir compte de cet état de fait et développer des stratégies spécifiques au niveau régional.

Selon les pronostics des experts, les efforts de développement jusqu'en 2025 seront entravés par la dégradation non pas d'une ressource en particulier, mais de la combinaison de plusieurs qui variera d'une région à l'autre.

Les experts partent de l'idée que les services des écosystèmes seront en péril dans l'ensemble du pays, entraînant une diminution de la productivité agricole.

Cela étant, ils s'attendent à une augmentation générale des conflits autour des ressources naturelles, surtout si la pénurie d'une ressource a pour effet de marginaliser certains groupes de population.

Changements majeurs

Durant les prochaines vingt années, des changements globaux affectant le développement sont attendus, aussi dans *Imagineland*. S'ils ont émis des opinions divergeantes sur la probabilité de ces changements et leurs répercussions, les experts expriment des avis similaires sur les points suivants :

- *L'usage de plantes génétiquement modifiées (PGM) va se répandre*

Les experts estiment que ce développement pourrait contribuer à réduire la pauvreté, alors qu'ils sont plutôt critiques quant à l'impact des PGM sur les ressources naturelles. Les paysans mieux lotis pourraient améliorer leur revenu grâce à une augmentation de la productivité et à une réduction des pertes pour cause de maladies. Si les nouvelles technologies empêchent l'accès aux semences traditionnelles, alors seulement des impacts négatifs toucheront les plus pauvres.

- *Le vaccin anti sida/VIH deviendra efficace*

La santé des populations pauvres va s'améliorer et le savoir traditionnel des communautés locales et des institutions rurales sur la gestion des ressources naturelles ne sera pas perdu. D'un autre côté, la plus faible mortalité pourrait augmenter la pression sur les ressources pendant un certain temps.

« Les conflits autour des ressources naturelles augmenteront et mettront sérieusement en péril les efforts de développement dans des contextes où la concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles débordera dans la sphère politique et provoquera des violences politiques. »
Joachim von Braun, OFPRI

Région	Dégradation des RN (par ordre de gravité)	Pauvreté (par ordre de gravité)	Processus socio-économiques et écologiques les plus critiques ; ressource la plus sérieusement menacée
Régions à potentiel élevé : régions planes avec sols fertiles exploitées pour agriculture intensive commerciale	Avis divergents, allant de 'le moins grave' (3 experts) à 'le plus grave' (2 experts)	Avis le plus fréquent : 'le moins grave'	L'agriculture commerciale avec des plantes nouvelles implique l'usage de fertilisants et de pesticides, ce qui représente une menace pour la qualité de l'eau et la fertilité du sol. Diminution de la biodiversité. Grave danger d'épuisement des nappes phréatiques. Les besoins en énergie et en terres renforceront la pression sur les forêts. L'augmentation de la productivité ne générera pas seulement des revenus, mais aussi des coûts économiques et sociaux. L'immigration de travailleurs venant de régions rurales peut conduire à l'émergence de bidonvilles. Des conflits sur l'accès à l'eau et à la terre peuvent surgir.
Régions à potentiel moyen : régions de collines, agriculture à petite échelle	'grave'	'assez grave' à 'grave'	L'agriculture de subsistance continuera de renforcer la pression sur les forêts. L'intensification de l'agriculture accélérera la dégradation des sols et l'érosion. La pauvreté demeurera un problème majeur et la création de sources de revenus en dehors de l'agriculture sera de plus en plus urgente. Garantir des droits d'utilisation des terres restera un élément critique.
Régions à potentiel faible : régions arides et semi-arides, agriculture itinérante	'assez grave' à 'grave'	'grave' à 'le plus grave'	Le faible réservoir de ressources naturelles dans ces régions rendra impossible une intensification significative de l'exploitation des terres. Corollaire : l'extension des terres arables, la fragilisation du sol et des forêts. La pauvreté croissante affectera la santé, induisant un manque de main d'œuvre et, à terme, une diminution de la productivité. La pression démographique et les possibilités insuffisantes de revenu pousseront la population à émigrer.
Régions urbaines et périurbaines	Avis divergents, allant de 'assez grave' à 'le plus grave'	'assez grave' à 'grave'	L'immigration et le développement industriel se traduiront par la surexploitation et la pollution des ressources aquatiques, et l'agriculture intensive menacera les sols. Le besoin croissant de la population en énergie (charbon, biocarburants) accentuera la pression sur les ressources naturelles dans les régions rurales. La pauvreté sera moins prononcée ici que dans les régions rurales, à condition que le développement économique parvienne à mitiger les effets de l'immigration.

- *De nouveaux marchés pour les services des écosystèmes s'établiront uniquement dans des endroits isolés*

Là où des marchés pour des services écosystémiques pourront s'établir, ils auront des effets positifs tant au niveau de la pauvreté qu'à celui des ressources naturelles. Pourtant, il sera difficile d'y faire accéder les paysans pauvres et les paysans sans terre. Par ailleurs, les effets positifs de ces marchés ne pourront se déployer que si le gouvernement met en place des réglementations claires et transparentes, notamment en matière de flux financiers.

- *L'application du principe du pollueur-payeur est peu probable*

L'application du principe du pollueur-payeur pourrait avoir un effet positif sur les ressources naturelles, plus spécialement sur la qualité de l'environnement et la situation sanitaire dans les villes et les régions en aval. Dans les régions rurales toutefois, ce principe est particulièrement difficile à mettre en œuvre à cause de la dispersion des causes de la pollution. De manière générale, les experts estiment que l'application dudit principe est peu probable. La définition politique de normes correspondantes serait une condition préalable.

- *Les échanges agricoles ne seront pas entièrement libéralisés*

Les pauvres ne pourront profiter des chances offertes par les nouveaux marchés que si l'Etat crée des conditions-cadre adéquates. L'intensification de la production agricole pour l'exportation aura une influence essentiellement négative sur les ressources naturelles, à moins qu'elle ne se concentre sur la culture durable de produits de qualité supérieure.

Changements majeurs	Probabilité
Emploi accru de plantes génétiquement modifiées	Probable
Vaccin efficace contre le VIH/sida	
Pleine réalisation d'un gouvernement démocratique décentralisé	
Privatisation des services de l'eau dans les régions urbaines et rurales	
Augmentation des prix du pétrole quintuplés	
Très forte hausse des prix des aliments de base	
Stabilité institutionnelle garantissant un accès équitable à la terre, incluant la titularisation de terres en faveur des femmes	
Etablissement de nouveaux marchés pour les services des écosystèmes	
Application du principe du pollueur-payeur	
Libéralisation complète du commerce agricole	

Probabilité de changements majeurs dans Imagineland jusqu'en 2025 d'après les évaluations des experts (ordre indifférent sur le plan statistique).

Anticiper les méga-crisis

« Un nombre croissant d'événements donne à penser qu'à l'avenir des méga-crisis influenceront les options du développement. Les risques diffèrent d'une région à une autre.

Une méga-crise pourrait être provoquée par des tensions politiques débouchant sur des conflits étendus (mentionnons : le 11 septembre ; les tensions en Afghanistan, au Pakistan et en Inde ; la Chine en tant que nouvelle puissance). Elle pourrait aussi résulter d'une crise économique globale (stagnation économique, dette publique, effondrement monétaire, chute des réserves de pétrole, etc.). Finalement, elle pourrait être provoquée par les effets dramatiques de processus environnementaux comme le changement climatique affectant certaines régions. Les scénarios de développements futurs sous-estiment souvent l'impact de telles méga-crisis ».

Othmar Schwank, INFRAS

Pistes pour le développement

« Il est capital de donner aux petits paysans de subsistance des encouragements et des capacités pour s'orienter vers une agriculture commerciale plus rentable. L'agro-industrie doit bénéficier de bonnes conditions-cadre pour encourager les investissements privés dans les régions rurales. Cela présuppose la combinaison de politiques appropriées (régime commercial libéral, des droits clairs en matière de propriété et d'accès aux ressources terre et eau, une fiscalité relativement avantageuse pour les entreprises) et des investissements publics dans ces régions (infrastructures, recherche, vulgarisation). »

John Nash, Banque mondiale

« Au cours des cinq dernières années, de nombreux pays récemment 'émancipés' ont dû faire face à un vide institutionnel au niveau local. Dans le sillage de la diffusion des idées modernes sur la liberté et la démocratie, les structures traditionnelles de l'autorité au niveau local ont été balayées, mais elles n'ont pas été remplacées par de nouvelles institutions démocratiques locales. Autant dire que dans de nombreux pays en développement, les régions rurales se retrouvent sans gouvernail. Il est essentiel de combler ce manque de gouvernance, tant pour réduire la pauvreté que pour assurer l'exploitation durable des ressources. »

Tushaar Shah, IWMI

« Il faudrait tester des structures institutionnelles plus favorables aux femmes et aux groupes marginalisés, et réformer la culture bureaucratique afin qu'elle soit plus réceptive aux retours d'information, et flexible plutôt que directive. »

Carol Colfer, CIFOR

Le potentiel

D'après les experts, *Imagineland* aurait le potentiel pour s'engager dans la voie du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

- Le processus de démocratisation et de décentralisation qui a débuté il y a quelques années peut renforcer l'obligation de rendre compte (accountability) des administrations locales et nationales, et par là, assurer la stabilité politique à long terme. Celle-ci est à son tour une condition nécessaire et un moteur pour des réformes, des investissements dans la gestion durable des ressources et la commercialisation de l'agriculture. La corruption doit être combattue.
- Le développement de l'agro-industrie et l'accès à des nouveaux marchés pour les produits agricoles peuvent représenter des tremplins pour la création de possibilités de revenus en dehors de l'agriculture.
- Le savoir et la capacité d'adaptation des paysans locaux sont des atouts qu'il ne faut pas sous-estimer. Plusieurs experts le soulignent particulièrement. Ils relèvent aussi l'importance de conditions-cadre politiques, sociales et économiques qui permettent à la population, et plus particulièrement aux plus pauvres, de redevenir actifs.

Le niveau national :

renforcer l'obligation de rendre compte du gouvernement

Le gouvernement national joue un rôle central en tant que médiateur entre les niveaux local et international. En même temps, comme partie prenante, il détermine la marge de manœuvre des administrations locales et participe à l'aménagement de la politique internationale.

Les experts sont unanimes : une bonne gouvernance, un Etat assumant ses responsabilités, la démocratisation et des réformes foncières sont les conditions préalables nécessaires pour la gestion durable des ressources naturelles. La bonne gouvernance nationale doit en outre avoir un impact au niveau local en renforçant l'obligation de rendre compte à ce niveau-là. On mentionne notamment l'exemple de l'eau, secteur dans lequel une réforme législative doit intégrer toutes les parties prenantes et permettre aux utilisateurs de former des associations.

Parmi les autres mesures évoquées par les experts, mentionnons :

- accorder des droits fonciers aux femmes et aux hommes pour les inciter à exploiter durablement les terres ;
- décentraliser les politiques et les tâches de gestion des ressources ;
- favoriser la diversité des structures institutionnelles afin de mieux intégrer toutes les couches de la population, plus particulièrement les femmes et les groupes marginalisés ;
- soutenir la création de possibilités de revenus en dehors de l'agriculture ;
- promouvoir les partenariats de recherche public-privé et moderniser les techniques agraires.

Les experts ont par ailleurs identifié des contributions efficaces de la coopération internationale au niveau national dans les domaines suivants :

- créer des compétences par le biais de partenariats de recherche entre le Sud et le Nord ; former des gestionnaires ; soutenir financièrement des institutions de recherche ;

- soutenir les institutions nationales et locales en les aidant à développer des stratégies et solutions créatives et cohérentes, adaptées aux réalités locales et régionales ;
- renforcer la société civile en vertu du Principe 10 de Rio (garantir l'accès de la société civile à l'information et à la législation sur l'environnement afin de la rendre apte à participer aux processus de décision).

Les DRSP pourraient jouer un rôle de coordination

Les défis des prochains vingt ans requièrent la coopération supra-sectorielle entre les différents départements de l'administration. Les experts sont quelque peu sceptiques quant à la possibilité de transformer des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) nationaux en instruments centraux de planification.

Pour que les DRSP puissent assumer une fonction de coordination et de planification trans-sectorielle, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Les DRSP doivent toujours résulter d'un processus participatif, impliquant des représentants de la société civile, des décideurs de différents secteurs et des chercheurs. C'est le seul moyen d'arriver à un consensus et un sentiment d'appropriation de toutes les parties, condition essentielle pour une mise en œuvre réussie. Les processus participatifs prennent du temps et exigent un développement de compétences à tous les niveaux.
- Les DRSP ne doivent pas être limités aux aspects économiques du développement, mais intégrer également les aspects de la gestion durable des ressources naturelles et de l'équité sociale.
- Les DRSP doivent être considérés comme des documents qui engagent les gouvernements à l'égard de leur propre population, et non pas comme une nouvelle obligation envers la communauté internationale.

Le niveau local : soutenir le développement institutionnel

Quelles mesures de la coopération internationale sont les plus efficaces dans leur application au niveau local afin de promouvoir la gestion durable des ressources dans *Imagineland*? Les experts ont donné des réponses très différentes à cette question, en fonction de leur biographie personnelle et professionnelle. Des tendances générales s'en dégagent néanmoins.

Mesures institutionnelles

Par analogie au niveau national, les experts soulignent tous l'importance de mesures institutionnelles au niveau local également, considérant qu'il s'agit là des mesures les plus efficaces. A leur avis, la coopération internationale devrait soutenir de telles mesures, mais non les imposer. La mise en œuvre demande du temps.

Renforcer l'obligation de rendre compte des gouvernements locaux à l'égard de la population est également considéré comme essentiel. Les experts mentionnent encore le renforcement des capacités des institutions locales et la promotion du dialogue entre les parties prenantes. Toutes ces mesures peuvent avoir des effets positifs non seulement dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, mais aussi dans toutes les autres sphères de la société.

« Les DRSP sont un mécanisme important au niveau national pour planifier le développement dans l'optique de réduire la pauvreté et de générer une croissance économique durable et favorable aux pauvres. Cela dit, les questions de la gestion des ressources naturelles et du secteur agricole sont souvent peu considérées dans ces documents stratégiques. Des aspects clés de la pauvreté pourraient ainsi se trouver négligés. »
Joachim von Braun, IFPRI

« Il existe le réel danger que les DRSP ne soient qu'un instrument de plus pour soumettre les pays du Sud et les contraindre à faire ce que les communautés internationales veulent qu'ils fassent. Même s'ils partent d'une intention louable, les DRSP sont en définitive considérés comme une obligation de plus, comme les programmes d'ajustement structurel des années 1980. »
Hans Hurni, CDE

Mesures	Efficacité
	très efficace
1 Investir dans la fourniture d'eau et les infrastructures sanitaires	très efficace
2 Améliorer l'obligation de rendre compte des gouvernements locaux	
3 Renforcement des institutions locales, formelles et informelles	
3 Améliorer les approches de la conservation du sol et de l'eau	
5 Améliorer l'accès aux micro-crédits	
5 Améliorer les services de santé, plus spécialement pour les femmes et les groupes marginalisés	efficace
4 Promouvoir l'emploi en dehors de l'agriculture	efficace
5 Soutenir le dialogue entre les parties prenantes, ainsi que les processus participatifs	efficace
5 Promouvoir la scolarisation (filles et garçons, curriculum local)	
1 Améliorer les systèmes agraires locaux afin d'augmenter la production	
4 Introduire des solutions techniques écologiques	
4 Connecter les communautés à des marchés certifiés	
3 Diversifier les cultures	
3 Améliorer l'accès à l'information sur la gestion des ressources naturelles	
3 Promouvoir la culture biologique	moins efficace

1 mesures techniques
 2 mesures institutionnelles
 3 mesures écologiques
 4 mesures économiques
 5 mesures socioculturelles

Evaluation des experts de l'efficacité des mesures à l'échelle locale dans la coopération internationale (ordre indifférent sur le plan statistique).

« En fin de compte, de bonnes politiques internationales nécessitent la prise en compte des intérêts de tous les acteurs, incluses les délégations de LDC. Leur input est actuellement entravé par le peu de réceptivité des pays du nord/ouest, par des problèmes de langue des délégués eux-mêmes, par le manque de confiance dû à des expériences coloniales traumatisantes, par l'absence d'information sur les groupes non dominants dans leurs propres pays, etc. »

Carol Colfer, CIFOR

Savoir faire local

Deux experts ont exprimé leur scepticisme quant à l'efficacité de la coopération internationale au niveau local. A leur avis, les populations locales possèdent un savoir considérable sur la gestion des ressources naturelles, les techniques de production adéquates et les possibilités économiques. Elles seraient ainsi dans une large mesure capables d'améliorer leur situation par elles-mêmes, à condition de bénéficier de meilleures conditions-cadre légales et politiques. Les objectifs au niveau local ont donc pour noms : sécurité du droit, transparence et mesures d'encouragement. A cet égard, la coopération internationale peut jouer un rôle de soutien.

Une aide écologique et technique ciblée

Six experts considèrent que les mesures de soutien écologiques et techniques ne sont pas très efficaces, alors que les deux autres au contraire estiment qu'elles le sont à condition d'être bien ciblées. Pourtant, ces mesures ne doivent pas hypothéquer davantage la situation économique de la population locale mais être avantageuses sur le plan économique. L'amélioration de la conservation du sol et de l'eau est considérée comme un domaine d'intervention important. Des marchés pour des services des écosystèmes sont mentionnés comme encouragements possibles. Le soutien de la production biologique, notamment pour l'exportation, pourrait générer une situation gagnant-gagnant, mais ce type de production ne peut guère se faire à large échelle. La promotion de biocarburants et d'énergies renouvelables en général pourrait représenter un nouveau champ d'intervention prometteur.

Le niveau international : améliorer les compétences des délégations

Quelles mesures la coopération internationale devrait-elle défendre, en particulier au sein de l'ONU et d'autres organes internationaux ?

Améliorer les compétences des délégations des pays les moins avancés (PMA)

Les délégations des PMA ne sont pas toujours en mesure de comprendre pleinement leurs intérêts nationaux et de les articuler face à la communauté internationale. C'est pourquoi les experts considèrent comme particulièrement prometteuses les mesures qui visent à améliorer les compétences des délégations à défendre les intérêts de leur pays dans les négociations internationales. Des méthodes créatives et durables de transfert de savoir et de recherche pourraient aider le personnel administratif à mieux cerner les difficultés, mais aussi les potentialités de leur pays. Il convient d'être spécialement attentif à garantir la prise en compte des intérêts des populations défavorisées, à défaut de quoi les délégations risqueraient de négliger leurs responsabilités à l'égard de leur propre population. En parallèle à ces mesures de développement de compétences, il faut encore que les pays industrialisés soient plus réceptifs à l'égard des problèmes des pays les moins développés.

Réduire les contradictions entre l'OMC et les conventions environnementales en développant des normes sociales et écologiques

Des initiatives qui visent à développer des normes sociales et écolo-

giques peuvent aider à réduire la dégradation des ressources naturelles et la pauvreté dans des pays en développement comme *Imagine-land*. Pour autant qu'il soit orienté vers la bonne direction, le commerce peut même servir de catalyseur au développement durable. Toutefois, des succès sont difficilement atteignables dans ce domaine : l'OMC et les conventions environnementales sont basées sur des principes fondamentalement différents et les gouvernements ont peu fait pour les réconcilier. La coopération internationale pourrait apporter une contribution en aidant les pays en développement à réduire les impacts négatifs d'une rapide ouverture des marchés au moyen de mesures adéquates au niveau national.

Pas de conventions supplémentaires

Les experts estiment que de combler les lacunes thématiques dans les conventions environnementales actuelles par de nouvelles conventions sectorielles (sur l'eau, le sol, etc.) n'est pas la bonne approche. A leur avis, cette formule n'aurait guère d'impact à court terme dans les pays en développement ; elle risquerait plutôt de se solder par un désinvestissement. Par ailleurs, ces conventions tendent aujourd'hui à être interprétées de manière toujours plus intégrante, couvrant toutes les ressources naturelles. Les efforts devraient donc porter plutôt sur leur mise en œuvre effective. Cela dit, la mise en œuvre ne devrait pas être une fin en soi, mais mettre l'accent sur les besoins et des intérêts des pays individuels.

Les experts n'ont pas discuté des possibilités ou des chances de développer une nouvelle convention qui engloberait toutes les ressources naturelles et qui résoudrait les problèmes liés aux conventions sectorielles en partie contradictoires.

Financement

Quelles sources de financement pourraient contribuer à financer la gestion durable des ressources naturelles dans *Imagine-land* ?

Les experts estiment que la majeure partie du financement proviendra de subventions nationales et internationales. Les contributions internationales incluront des formules du type « remise de dettes contre protection de la nature » : les dettes d'un pays sont remises à condition que celui-ci investisse le même montant dans la conservation de ses ressources naturelles. Même si ce genre d'accord n'est pas encore très répandu, on considère qu'il recèle un certain potentiel pour le futur.

La compensation de services des écosystèmes jouera également un rôle important, à condition que les gouvernements définissent des règles claires et transparentes en la matière. Alors que les marchés pour des produits certifiés peuvent produire des effets positifs à l'échelle locale, ils ne joueront jamais un rôle significatif pour le financement global. La coopération bilatérale et multilatérale contribuera financièrement à la gestion durable des ressources naturelles, mais pour une part moindre que les subventions.

La population locale investira également dans les ressources naturelles, pour autant qu'elle bénéficie de mesures d'encouragement appropriées, p. ex. des droits fonciers clairs. Finalement, on attend des entreprises privées qu'elles prennent davantage de responsabilités et investissent dans la gestion durable des ressources naturelles.

Selon la plupart des experts, d'autres mesures prometteuses seraient les suivantes :

- garantir le financement de mécanismes existants ;
- améliorer la cohérence des conventions environnementales et des accords multilatéraux ;
- promouvoir la mise en œuvre de ces conventions et accords ;
- encourager la recherche et l'innovation institutionnelle afin de mitiger la dégradation de ressources naturelles et réduire la pauvreté.

Commentaires de conclusion

« 2,6 milliards de gens vivent de l'agriculture de subsistance dans le monde. Il s'agit là certainement du principal facteur de pauvreté et de sécurité alimentaire des populations rurales, dès lors que ces gens ne pourront s'en sortir qu'en renvoyant la plupart de leurs enfants de leurs fermes. L'agriculture ne pourra connaître un certain essor que lorsqu'une plus grande proportion de la population travaillera dans les deux autres secteurs de l'économie nationale. Les paysans restants pourront ainsi vendre une plus grande part de leurs produits et dégager des revenus qu'ils pourront réinvestir dans leur exploitation. Le développement d'un pays basé sur l'agriculture est un mythe, dans nos pays aussi, et il ne se vérifiera pas davantage dans les pays en développement. »

Hans Hurni, CDE

« Le rôle (de la coopération internationale) sera limité comparé à l'influence des marchés. Le plus important est d'améliorer le capital humain (éducation et formation) et le capital institutionnel (apprendre et pratiquer). La coopération au développement devrait se concentrer sur la formation au management, etc., l'assistance technique me semble moins importante. »

Jeffrey Sayer

Imagineland n'existe pas. Cependant, les problèmes de ce pays fictif sont représentatifs de nombreux pays moins avancés. Même si les scénarios des experts sur la situation des ressources naturelles et sur la pauvreté dans *Imagineland* en 2025 divergent fortement sur certains points de détail, il s'en dégage néanmoins des pistes claires quant aux futures priorités de la coopération internationale.

Pour InfoResources, les résultats les plus importants des expertises sont les suivants :

- En 2025, le développement sera entravé non pas par la dégradation d'une ressource spécifique, mais par la fragilisation de tout le système. Nous ne pouvons que souligner la pertinence de la tendance actuelle à promouvoir des approches intégrées de gestion des ressources naturelles, incluant la gestion durable des terres, l'approche écosystémique et la restauration des paysages forestiers.
- Cela posé, les efforts investis dans la gestion durable des ressources ne suffiront pas à réduire la pression sur les ressources. Il faut aussi une croissance économique avec une valeur ajoutée intensive en main d'œuvre, puis la création d'emplois en dehors de l'agriculture afin de réduire le pourcentage de la population dépendant de l'agriculture de subsistance.
- La nécessité de réformer les institutions locales, de renforcer l'obligation de rendre compte des gouvernements et d'améliorer les compétences des délégations internationales a été clairement soulignée. La mise en place de mesures d'encouragement favorables au sens large – bonne gouvernance, droits fonciers, développement de capacités, etc. – sera cruciale. C'est dans ce domaine que les experts ont identifié l'efficacité potentielle la plus grande des efforts de la coopération internationale, la plaçant au-dessus de l'aide à l'innovation technologique.
- Les experts estiment que les normes sociales et écologiques intégrées dans les traités économiques internationaux existants (p. ex. l'OMC) auront plus d'impact en termes de promotion de la gestion durable des ressources et de réduction de la pauvreté que des accords sectoriels additionnels aux conventions environnementales. L'ouverture du commerce global est le moteur de tout développement futur. C'est pourquoi ce processus doit être façonné de manière à soutenir les pauvres et à promouvoir l'exploitation durable des ressources. Des conventions environnementales ne peuvent avoir qu'un effet correcteur. La plupart des experts s'accordent à dire que les priorités de la coopération internationale doivent être placées en conséquence.
- Finalement, l'obligation de rendre compte doit être améliorée à tous les niveaux. La prise de responsabilité éthique des administrations et des gouvernements nationaux à l'égard de leur propre population et celle de la communauté internationale et de ses institutions envers les pays les moins développés sont des conditions préalables importantes pour la réduction de la pauvreté et la gestion durable des ressources. C'est ce qui ressort également des modèles de financement proposés par les experts.

Liste des experts

Experts	Spécialités	Institution
Joachim von Braun Directeur de l'IFPRI ; président Int. Academy of Agricultural Economists IAAE ; collaboration au Plan d'action allemand pour la réalisation des MDG	Sécurité alimentaire; projections, p. ex. Afrique en 2020; pauvreté et globalisation	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington DC, USA
Carol J. Pierce Colfer Cheffe d'équipe du programme CIFOR 'Local People, Devolution and Adaptive Collaborative Management of Forests'	Aspects et processus sociaux, gestion adaptative, foresterie sociale, critères égalité et genre pour l'évaluation des progrès dans la réalisation des objectifs sociaux de la foresterie communautaire	Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), Bogor, Indonésie
Hans Hurni Directeur du CDE ; directeur du PRN Nord-Sud ; président du Forum européen de recherche agricole pour le développement EFARD ; membre de l'International Assessment on Agricultural Science & Technology for Development IAASTD	Gestion intégrée et durable des ressources naturelles	Centre pour l'environnement et le développement (CDE), Université de Berne, Suisse
Bill Jackson Directeur du programme global UICN	Biodiversité ; développement rural et conservation	Union Mondiale pour la Nature (UICN), Gland, Suisse
John Nash Conseiller en matière de produits de base et d'échanges commerciaux au Département. Agriculture et développement rural de la Banque mondiale	Développement économique, gestion des risques en matière de produits de base et de climat, politique commerciale en Amérique latine, Afrique, Asie du Sud et économies de transition ; ajustement des politiques agricoles, politique des prix agricoles ; mobilité du capital	Banque mondiale, Washington DC, USA
Jeffrey Sayer Senior Associate du programme international 'Forests for Life' du World Wildlife Fund. Ancien Directeur Général Fondateur du Centre pour la recherche forestière internationale CIFOR	Gestion durable des forêts	World Wide Fund for Nature (WWF), Gland, Suisse, Programme international 'Forests for Life'
Othmar Schwank Expert UNFCCC (changement climatique) ; directeur des délégations du Secrétariat d'Etat à l'économie pour les 'National Strategy Studies for CDM' en Chine et en Inde ; mandat longue durée de la DDC pour le projet 'Climat' en Inde	Energie, adaptation au climat, gestion environnementale	Infras Consulting, Zurich, Suisse
Tushaar Shah Représentant indien à l'IWMI ; lauréat du prix 'Outstanding Scientist of the Year' du CGIAR en 2003	Gouvernance de l'eau, gestion des ressources aquatiques, recherche NRM ; connaissance approfondie de la situation de l'eau en Asie du sud, Chine, Afrique orientale et australe, expérience de partenariat avec le secteur privé (projet IWMI-Tata, Inde)	Institut international de gestion de l'eau (IWMI), Colombo, Sri Lanka

Ouvrages recommandés

- Colfer, Carol J. Pierce. 2005. The Complex Forest: Communities, Uncertainty and Adaptive Collaborative Management, Resources for the Future and CIFOR, Washington DC
- Fisher, R.J.; Maginnis, St.; Jackson W.J.; Barrow E. and Jeanrenaud, S. 2005. Poverty and Conservation: Landscapes, People and Power. Gland, Switzerland and Cambridge, UK.: IUCN
- Sayer, J.A. and Campbell, B. 2004. The Science of Sustainable Development – Local livelihoods and the Global environment. Cambridge University Press
- Sayer, J.A. and Maginnis, St. 2005. Forests in landscapes – Ecosystem approaches to sustainability, London: Earthscan
- Von Braun, Joachim, et. al. 2004. Agriculture, Food Security, Nutrition and the Millennium Development Goals. 2003 – 2004 IFPRI Annual Report Essay. Washington DC: International Food Policy Research Institute
- Von Braun, Joachim, et. al. 2005. New Risks and Opportunities for Food Security – Scenario Analyses for 2015 and 2050. 2020 Discussion Paper No. 39. Washington DC: International Food Policy Research Institute

Données statistiques clés d'Imagineland

Données générales

- Pays à faible revenu
- Territoire : 200'000 km²
- Population : 20 millions ; 60% entre 15 et 64 ans
- Densité de population : 100 habitants/km²
- Population urbaine : 40% de la population totale ; 3 millions dans la capitale
- Emploi par secteur : agriculture 60%, petite industrie, industrie minière, agro-industrie et construction 15% ; services et administration 25%
- Produit national brut (PNB) : 30 milliards USD ; répartition du PNB par secteur : agriculture 35%, industrie 25%, services 40%
- Système démocratique, le processus de décentralisation a commencé depuis quelques années
- Pas de conflit ouvert
- Trois conventions de Rio ratifiées

Services et infrastructures

- Administration : plutôt centralisée dans la capitale ; récemment centres administratifs dans les capitales de district
- Instruction publique : écoles secondaires dans les centres ruraux principalement, deux universités
- Hôpitaux dans les capitales de district, un (1) centre de soins de base pour 35'000 habitants, campagne nationale d'information sur le VIH/sida
- Transports : réseau routier en dur reliant les principaux centres urbains ruraux (5000 km) et 30'000 km de routes de campagne
- Eau et installations sanitaires : 70% de la population ont accès à des sources d'eau améliorées, 25% ont accès à des installations sanitaires

Energie

- Production d'électricité : 30 milliards kWh ; concentration dans les centres urbains ruraux avec 65% des ménages raccordés ; en campagne, seulement quelques villages raccordés
- Production de gaz : 60 millions m³, pour la consommation domestique
- Pétrole : pas de production ; consommation de 40'000 barils/jour

Communication, information

- Diffusion d'informations générales pour l'essentiel par radio : environ 20% de la population possède un poste radio, moins de 1% possède une télévision
- Téléphone : les systèmes sont encore rudimentaires, mais en voie d'extension ; environ 500'000 lignes fixes et 1 million de téléphones mobiles en usage

Données sur les régions rurales

Ressources naturelles

- Pays sous-tropical, précipitations entre 600 et 1500 mm, 2 saisons des pluies, 5 à 7 mois secs
- 30% de montagne, 40% de collines
- Les principales rivières prennent leurs sources dans les régions de montagne et de collines ; plusieurs sont à sec vers la fin de la saison sèche
- Sols : peu de sols volcaniques fertiles, principalement sols tropicaux sensibles aux activités humaines
- Forêts : 20% du pays, dont 40% de forêts secondaires, 10% de plantations et 20% de zones protégées ; taux de déboisement : 1% entre 1990 et 2000
- Terres arables et cultures permanentes : 15% du pays ; pâturages : 20%
- Qualité de la terre : 23% dégradés par l'érosion, le lessivage et l'application inadéquate de fertilisants au point d'affecter la production
- Pollution modérée mais en hausse ; indice de durabilité environnementale (ESI) d'environ 50, soit la moyenne mondiale
- Disponibilité en eau : 5'000 m³/par habitant
- Biodiversité : 5% du territoire est sous protection, 100 espèces de plantes supérieures sont menacées

Société

- Densité moyenne de la population dans les régions rurales : environ 60 habitants par km²
- Croissance démographique de 2%
- 35% des ménages vivent avec moins de 1 USD par jour dans les régions rurales (28% dans l'ensemble du pays)
- Près de 8% de paysans ne possèdent pas de terres
- Causes fréquentes de mortalité adultes : la malaria et le sida ; mortalité infantile : environ 50 morts sur 1000 naissances
- 65% de filles et 85% de garçons sont scolarisés (école primaire)
- Rapport femmes/hommes dans les régions rurales 53/47

Systèmes agraires

- Terre arable par habitant : environ 0,15 ha (6–7 habitants par ha de terres arables et de cultures permanentes)
- Agriculture intensive et fréquemment irriguée autour des centres urbains et dans la plaine alluviale, production agricole pour l'exportation (environ 20% des terres arables)
- Agriculture à petite et moyenne échelle, agriculture de subsistance essentiellement dans les régions de collines (60% des terres arables)
- Agriculture itinérante dans les montagnes
- Elevage à petite échelle, de subsistance

Economie des ménages ruraux

- Sources d'énergie : biomasse (bois de combustion), huile/pétrole (transports, éclairage)
- Commercialisation de produits agricoles : 50% du revenu
- Remise d'argent (argent envoyé par des proches ayant émigré) : 5% du revenu